EDITORIAL

Pour une recherche agricole tropicale culturellement et socialement intégrée.

H. Dupriez

Nul ne peut nier l'effort important mené par les organisations internationales, les coopérations bilatérales ou les instituts nationaux dans le domaine de la recherche agronomique africaine. Important, certes, si on le chiffre en termes financiers. Gigantesque peut-être si, par comparaison, on mesurait ces finances aux moyens propres des collectivités paysannes.

De traces, malheureusement, il en reste trop peu — serait-ce pas du tout dans bon nombre de cas? — sauf peut-être pour quelques cultures commerciales.

Par exemple, d'énormes investissements rizicoles ont été réalisés en Afrique, animés par des chercheurs inféodés aux conceptions de l'IRRI, Institut dont l'excellence scientifique ne peut-être mise en doute. Les populations les ont délaissés, déçues par des promesses non tenues ou des méthodes d'encadrement autoritaires. Aux diffusions intensives et déséquilibrantes d'engrais et de pesticides accompagnés de multiples subventions ou crédits, aux obligations et aux dépendances semencières, a succédé des pénuries d'intrants pour cause de régressions économiques, des ruptures d'approvisionnement, la désorganisation des sociétés d'encadrement technique, etc. A l'heure actuelle, quel est donc le paysan africain qui soit capable de rentabiliser correctement les intrants chimiques ou les achats de semences que la recherche et les sociétés d'encadrement l'ont poussé à utiliser aux temps bénis des coopérations agricoles? Bénis certes, pour tous ceux qui participèrent aux bonnes affaires que la création de la formidable dette africaine ont engendrées. Car l'ardoise ne porte pas seulement sur les projets infrastructurels ou industriels. Elle concerne aussi des projets agricoles et ceux qui trinquent aujourd'hui ne sont manifestement pas ceux qui hier ont bénéficié des bonnes affaires de la coopération au développement.

Si, par-ci par là, on retrouve dans le milieu agricole des traces d'innovations nées dans les stations de recherche et les projets, il faut admettre globalement l'échec. Celui de recherches qui ne se traduisent pas dans le contexte des fermes. Celui d'économies agricoles qui, inspirées par des intérêts allogènes, n'ont fait que se dégrader. Celui des prétendues rentabilités dont le seul but était de justifier l'attribution de financements. (L'agriculture européenne est-elle rentable?). Mais l'échec, surtout, de la relation culturelle et sociale entre les chercheurs et le monde des agriculteurs.

Deux mondes se côtoient qui semblent n'avoir de commun que de s'occuper d'agriculture, mais pas de la même agriculture.

Je me rappelle de ces chercheurs de l'Institut tchadien du coton auxquels je faisais remarquer que la politique d'encadrement du coton par l'ONDR menait à l'épuisement progressif des terres villageoises. Il s'agissait d'une agriculture minière. Sur les meilleures terres villageoises, on délimitait des «blocs» de culture intensive sur lesquels les paysans devaient pratiquer les thèmes culturels sous forme de «package». La culture cotonnière se poursuivait sans rotation durant 10 années arfois. Elle ne s'arrêtait en fait que lorsque le complexe d'oligo-éléments était épuisé et que les rendements cotonniers ne couvraient plus les dépenses d'intrants. La jachère naturelle elle-même ne repoussait que très difficilement sur ces terres. Mais à cela ne tienne cependant, on déterminait de nouveaux blocs de culture sur les terres voisines, et on y imposait les mêmes processus, cheminant ainsi tout autour des terroirs les plus fertiles, et de terroir en terroir.

Ces chercheurs me dirent qu'ils connaissaient parfaitement les processus d'évolution de la fertilité des sols sous forêts et sous savanes, tels qu'ils avaient été étudiés par la recherche scientifique, en particulier à l'INEAC. «Les sols se dégradent sous l'influence de la production continue et de l'excès d'engrais chimiques, certes, dirent-ils, mais que pouvons-nous faire puisque nous sommes ici pour produire du coton et rien d'autre. C'est aux politiques de prendre position, pas à nous».

Mais quels «politiques»? Etaient-ils les représentants de ceux dont on épuisait les terres? La réponse peut être lue dans les dossiers. De présence paysanne, on n'y trouvait absolument aucune trace. Recherche, action, investissement rural, endettement au nom des populations se décidaient en dehors d'elles en dehors même de leur contexte économique propre. Les choses ont-elles vraiment changé?

À Kivu, ex-terre bénie du colonat européen, les agriculteurs sont confrontés à de multiples problèmes phytopathologiques.

Parmi ceux-ci, celui de la cochenille du manioc est particulièrement ressenti. Cette culture est véritablement la culture de réserve dans de nombreux villages. «Si le manioc ne pousse plus, nous n'aurons plus qu'à nous en aller d'ici, disent les femmes. Mais nous ne connaissons rien de la façon dont cette peste se répand. Que pouvons-nous faire ?

A quelques kilomètres de là, il y a un projet. On essaie à grand frais, d'introduire une espèce de guêpe qui attaquerait les cochenilles. Les essais sont en cours depuis quelques années, mais on n'a pas encore obtenu de résultats diffusables. Combien de temps faudra-t-il encore pour disposer de conclusions réellement opérationnelles ? Et puis, pourra-t-on diffuser ces insectes prédateurs dans toute la région ? Dans le grand Zaïre, au Rwanda, au Burundi, et dans toutes les régions voisines où le problème des cochenilles se pose avec autant d'acuité. A quels coûts directs et récurrents ? Et qui les financera ?

L'information ne circule pas. Du projet, dans les villages, on dit que... Mais que-dit-on ? Des espoirs sont créés, des attentes, de longues attentes, infinies peut-être, soumises aux aléas de bureaucraties internationales ou aux velléités de potentats locaux.

A vrai dire, la solution des guêpes prédatrices de cochenilles est élégante, intéressante même pour des chercheurs qui auraient à préparer leur doctorat. On ne peut avoir de doute sur la pertinence d'approches intégrées de la lutte phytosanitaire.

Malheureusement, il y a une inadéquation entre les thèmes investis par les chercheurs, et ceux qui s'ils étaient investis, seraient directement opérationnels dans les fermes, même avec des résultats incomplets. Ce sont les racines de la recherche qui dans ce cas font défaut. Elle est aérienne ! Elle ne se pose pas réellement la question de l'atterrissage. Elle se trouve intéressante en soi et sûrement l'est-elle à long terme. Mais aujourd'hui, pour sauver le Kivu montagnoux de la famine... ?

Dès lors qu'ils ont pu se libérer du joug oppressant des administrations locales, des paysans de la région se sont organisés en groupes de recherche spécialisés qu'ils ont appelé «brigades», n'en déplaise à ceux qui voient dans ce terme une connotation militaire ou internationaliste... C'est le terme choisi par les groupes avec leur propre sémantique du français. Deux d'entre elles ont décidé d'attaquer le problème de la cochenille et d'agir. En quelques semaines, les brigades fonctionnaient comme groupes de recherche paysanne, l'une abordant la question par le biais des pulvérisations de produits disponibles sur place (plantes macérées dans du purin) et de la recherche, dans le milieu, de variétés résistantes, l'autre partant du constat que la cochenille attaquait avec beaucoup plus de vigueur le manioc poussant sur des terres appauvries et érodées.

Très vite, les brigades débouchèrent sur des conclusions pratiques et des demandes techniques particulières. L'une demandait des informations sur le cycle de vie de l'insecte et ses modes de propagation. Elle décidait aussi de tester avec plus de précision la façon de préparer les macérations qui seraient pulvérisées. L'autre se mit à tester des méthodes de lutte antiérosive et de compostage, percevant qu'il ne servirait à rien de tester des méthodes de lutte contre la cochenille s'il ne disposait pas d'abord de sols en bon état.

De fil en aiguille, et par inductions successives, les brigades se sont mises à construire un savoir partagé fondé conjointement sur les connaissances ambiantes et sur l'expérimentation réalisée en commun. Ces savoirs sont échangés au cours de réunions techniques ou de foires agricoles et par le biais de fiches techniques réalisées par les brigades elles-mêmes ou par leurs accompagnateurs agronomes.

Ce travail conduit à un questionnement qui enracine le savoir neuf dans le contexte culturel local. Il ne peut rester d'ombre significative dans la participation des membres au savoir technique. Les conditions économiques dans lesquelles se font les recherches sont parfaitement connues et contrôlées et les crédits sollicités sont à la mesure des moyens des groupes. Les brigades se pressent de demander des explications aux chercheurs des stations agricoles voisines.

Malheureusement, ces chercheurs ne trouvent encore que peu de réponses. Quelques uns, seulement, dégagés des chaînes imposées par les bureaucraties intellectuelles et politiques de leur pays, se prennent au jeu. Ils se découvrent progressivement la capacité et l'obligation de répondre aux questions qui leur sont posées par les paysans praticiens et se rendent compte que dans le domaine de l'agriculture l'affirmation péremptoire de savoirs colportés n'a aucune efficacité.

Un mouvement est créé : la rencontre des savoirs empiriques paysans et théoriques des chercheurs, sur plan égalitaire. L'intégration des thèmes de recherche et des moyens à y affecter, dans l'économie locale. Une libération en quelque sorte, des dominations mentales, intellectuelles et techniciennes qui, depuis trop longtemps, subjuguent les paysans d'Afrique.

Sur la base de telles méthodes, s'identifient des projets. Ils sont pris en charge par les groupes eux-mêmes qui s'adressent à l'organisation d'appui, ONG actuellement, association ou mouvement paysan plus tard. De petits programmes de crédit sont mis en place en même temps que des appuis matériels et des conseils, au fur et à mesure de l'activité des brigades. Même s'il ne couvre que partiellement les besoins financiers, le crédit est un facteur d'ancrage de l'activité de recherche dans les centres d'intérêt réel des agriculteurs.

Les traces marquées par ce type d'approche sont encore ténues, mais leur succès est assuré. De leur temps, les colons ont-ils fait autre chose que de s'organiser pour les recherches qui les intéressaient ?

Dans le domaine de la recherche agronomique, les «projets» internationaux et nationaux — enclaves économiques et financières — ont plané au-dessus des têtes paysannes. Ils aspiraient bien quelques adeptes, (on les y obligeait souvent), dans les arcanes de l'assistance et de la coopération. Mais aujourd'hui, les situations sont en train de se modifier entièrement. La chute des régimes socialistes en Europe de l'Est a introduit les idées de démocratisation en Afrique. L'Europe se désintéresse des pays du sud. Longtemps, et parfois encore soutenues par les institutions financières internationales, les structures d'encadrement de l'agriculture, centralisées et autoritaires, se sont déglinguées, laissant le monde paysan très appauvri mais plus libre d'entreprendre.

Il semble donc que le temps soit venu où il est possible d'envisager de nouvelles voies pour le développement agricole. Celles où les populations elles-mêmes, dans le cadre de leurs organisations professionnelles démocratiques, induiront les recherches qui les concernent. Sans doute seront-elles beaucoup moins coûteuses et prétentieuses, que tant de recherches apparemment prestigieuses qui fondèrent les projets échoués du passé. Celles aussi où les méthodes de travail des cadres donneront confiance plus que méfiance.

Hugues Dupriez
Ingénieur Agronome
Terres et Vie
Rue Laurent Delvaux, 13
1400 Nivelles
Belgique.